

Le problème financier le plus lourd reste celui du **financement de l'APA**. Instaurée par une loi du 20 juillet 2001, mise en œuvre dans la précipitation au 1er janvier 2002, **le coût de l'APA a été largement sous-évalué** lors de sa mise en place. Le fonds de concours attribué par le FFAPA (fonds de financement de l'APA) ne représentait en effet que 700 M€.

Il aura été nécessaire que le Fonds de financement de l'APA procède, après le changement de majorité de 2002, à **un emprunt exceptionnel de 400 M€ pour couvrir l'explosion de la dépense sous évaluée par le gouvernement JOSPIN** et que le gouvernement procède à **une réforme en profondeur** de l'allocation (accroissement de la participation financière de personnes qui en ont les moyens, amélioration des recettes de la nouvelle CNSA grâce au produit de la journée de solidarité, création d'un mécanisme de péréquation entre les départements) pour en assurer la pérennité.

Aujourd'hui **le taux de couverture** par la solidarité nationale est **stabilisé à 1/3**. Contrairement à ce qu'affirment les élus PS, le principe d'un effort partagé par moitiés Etat/département n'a été affiché à l'époque que pour le surcoût entre la PSD et l'APA (ce qui signifiait au total un financement de l'APA 1/3 Etat 2/3 départements) ; en outre il n'était pas assuré.

En 2005, l'APA a représenté une charge nette (dépense totale – concours de la CNSA) pour les départements de près de 2,9 Mds €.

On est donc très loin des sommes évoquées pour le RMI (pour 2005 et 2006, l'Etat versera 500 M€ aux départements pour les aider à financer la dérive de la dépense estimée à 800 M€ en 2005 et 1 Md€ en 2006 soit une charge nette pour les départements de l'ordre de 0,5 Md€).

Dans chaque département, la charge nette de l'APA représente plusieurs dizaines de millions d'euros. En comparaison, tout ce qui est mis sur le compte de la décentralisation est très anecdotique !

Il n'est donc en aucun cas question d'un quelconque nouveau "désengagement de l'Etat" comme le disent les socialistes. Il s'agit simplement de continuer à **financer une charge que le gouvernement de l'époque a délibérément, consciemment, mis à la charge des départements et sans s'embarrasser de quelque promesse de compensation que ce soit !**

Avec l'APA, les socialistes, ont surtout ouvert la boîte de Pandore : pour la première fois de façon aussi massive et aussi cynique un gouvernement a considéré que les collectivités locales – et notamment les départements – avaient des marges de manœuvre, et que l'Etat devait les mettre à contribution.